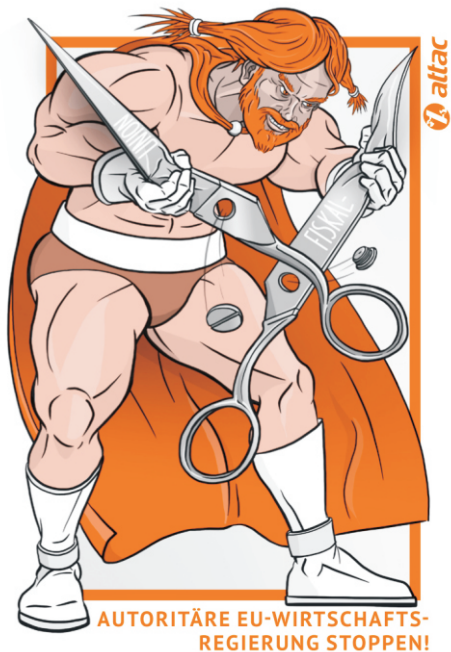


Union fiscale et économique européenne, une attaque contre la démocratie et les droits sociaux en Europe

Pacte budgétaire européen, MES, six-pack, deux-pack – sous la pression de la crise, voilà ce que pourraient faire passer au forcing les puissants d'Europe, soit toute une panoplie de réformes presque incompréhensibles, et dans la précipitation. La logique derrière cela reste toujours la même: Les dettes doivent être réduites par la privatisation et le démantèlement des avantages sociaux ainsi que par la baisse des salaires. En outre, la dérégulation du marché du travail doit permettre aux entreprises de devenir concurrentielles. Conséquence : une grave récession qui renforce toujours plus la crise économique, en particulier en Europe du Sud où la Troïka de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fond monétaire international dicte lors des mémorandums une panoplie de réductions fiscales, les unes après les autres. Conséquence: Il en découle une grave crise sociale. Dorénavant, la pauvreté, le chômage de masse, les sans-logis, les taux de suicides et de criminalité exponentiels font partie du quotidien européen. Et parallèlement, la démocratie est progressivement vidée de sa substance et de son sens: en particulier les pays très endettés sont contraints de renoncer à certains des droits fondamentaux de leur souveraineté parlementaire pour les léguer à la Communauté Européenne. Les technocrates de la Commission et de la Banque Centrale Européennes en tirent ainsi un pouvoir accru. La situation peut-elle encore s'aggraver, une fois que la politique de crises antidémocratique et néolibérale sera scellée dans les écrits après toute cette panoplie de réformes? Oui, c'est possible. Actuellement, au conseil européen, des discussions sont engagées sur les modalités de l'introduction d'une union fiscale et économique selon lesquelles le Diktat de l'austérité, dont font aujourd'hui l'expérience l'Espagne, le Portugal et la Grèce, doit être institutionnalisé au niveau européen. Ou, formulé autrement par le Président de la Commission Barroso: «en fait, ce qui se passe aujourd'hui, c'est une Révolution Silencieuse».

Que signifie une Union économique et fiscale?

- Tous les pays de la zone euro doivent signer les contrats avec la Commission



Européenne, dans lesquels ils sont contraints de suivre les fameuses «réformes structurelles».

- Un budget commun des pays européens doit être élaboré pour éradiquer les «faiblesses structurelles»
- Le contrôle du budget doit devenir plus sévère, par exemple par un droit de veto du commissaire monétaire sur les budgets nationaux.

Si ces mesures sont appliquées, alors la pression sur les salaires et les droits sociaux vont durer, puisque les réformes néolibérales ne peuvent être appliquées que sous contrat. En effet, avec les soit-disantes «réformes structurelles» et l'éradication des «faiblesses structurelles», il ne s'agit de rien d'autre que de démonter la structure sociale existante, de geler les salaires, de démonter le secteur public, bref: déréguler et privatiser.

Tout comme les droits sociaux, la démocratie est aussi prise à partie: à ce jour, il n'existe pas encore de modèle solide de contrôle démocratique du budget de la Zone Euro. Et un droit de veto du Commissaire Monétaire à l'encontre des budgets nationaux décidés par les parlements réduirait la représentation populaire à une mascarade politique.

La résistance, c'est maintenant!

Il n'est pas encore trop tard pour stopper cette union fiscale et économique! Nous ne sommes qu'au début du processus. L'opposition a déjà pris peu à peu forme dans de nombreux pays d'Europe. Une journée d'action européenne aura lieu au Sommet du mois de mars.

La politique de restriction européenne ne parviendra pas à surmonter la crise. Elle ne sert qu'à répartir les frais différemment ainsi qu'à créer une Europe des banques, des consortiums et des super-riches contre les intérêts des êtres humains.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de l'Union néolibérale économique et fiscale!

Nous exigeons aussi le retrait de l'ensemble des mesures de restrictions des années précédentes, l'annulation des dettes illégales et illégitimes, une régulation sévère de l'imposition des marchés financiers ainsi qu'une taxe coordonnée dans l'espace européen sur les biens. De plus, il est urgent de démocratiser l'Union européenne de manière conséquente comme il est indispensable d'associer largement le parlement européen à tous les processus législatifs de l'Union européenne.